

son patronage à des organismes consacrés à l'encouragement des arts ou à des organismes analogues est une prérogative personnelle de Son Excellence le Gouverneur général, et l'honorable député sait aussi bien que moi, d'après la publicité faite à ce sujet par les journaux et la radio, que Son Excellence s'occupe elle-même de cette affaire.

L'IMMIGRATION

À PROPOS DE M^{lle} THERESA ANITA FERNANDES—
DEMANDE DE REMISE À L'ÉTUDE DE
L'ORDRE D'EXPULSION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. S. White (Hastings-Frontenac): J'aimerais poser une question au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration au sujet du cas de M^{lle} Theresa Anita Fernandes, fille adoptive de M. et M^{me} Walter Fernandes, de Toronto. Le ministre reconsidérera-t-il la décision qu'il a lui-même rendue ou qu'ont rendue les hauts fonctionnaires de son ministère touchant l'appel interjeté contre l'ordre d'expulsion?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): L'honorable député a eu l'obligeance de signaler qu'il avait espéré poser cette question hier. Vu la grande publicité donnée à ce cas, je crois devoir dire que la première fois que j'en ai entendu parler, ce fut comme le député, quand j'ai lu le *Star* de Toronto. Depuis lors, j'ai examiné les détails de l'affaire et j'en poursuis l'étude.

LE COMMERCE

GATT—PRÉTENDUES RÉDUCTIONS DOUANIÈRES PAR
LE CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. George H. Hees (Broadview): J'aimerais poser une question au ministre des Finances. Est-il en mesure de fournir des renseignements à la Chambre au sujet des réductions douanières que fait le Canada, dit-on, en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce?

L'hon. W. E. Harris (ministre des Finances): Non. Je m'attends à ce que, le moment venu, mon collègue, le ministre du Commerce, traite la question à la Chambre. Pour le moment, je n'ai rien à déclarer.

L'AGRICULTURE

OFFICES DE VENTE DES PRODUCTEURS—JUGEMENT
DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. E. G. McCullough (Moose-Mountain): J'aimerais poser une question au ministre de la Justice. Peut-il nous dire si une décision

a été rendue par la Cour suprême du Canada à propos des offices de vente des producteurs de l'Ontario, et, dans le cas de l'affirmative, en quoi consiste cette décision?

L'hon. Stuart S. Garson (ministre de la Justice): Je dois répondre par un non à la question de mon honorable ami.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

HEURES SUPPLÉMENTAIRES DE SÉANCE—RÉMU-
NÉRATION DU SURTEMPS POUR LES
EMPLOYÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre des Finances quelles dispositions on prend afin de payer aux employés de la Chambre le surtemps qu'ils pourraient être appelés à accomplir ce soir et, peut-être, deux ou trois autres fois cette semaine et la semaine prochaine?

L'hon. W. E. Harris (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'espère qu'il ne sera pas nécessaire de les faire travailler au delà de l'heure réglementaire, et que nous terminerons notre besogne à 10 heures ce soir.

M. Knowles: Si le Gouvernement refuse de retirer sa motion portant clôture et si nous poursuivons nos délibérations, apportera-t-on quelque attention à la question que j'ai soulevée?

L'hon. M. Harris: Monsieur l'Orateur, je suis certain que Votre Honneur, de concert avec la commission de régie interne, examinera tous les aspects qu'il convient d'examiner au sujet de l'excellent travail que fournit notre personnel.

LES INVALIDES

INTERPELLATION SUR LES MODIFICATIONS
ÉVENTUELLES AUX RÈGLEMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. F. S. Zaplitny (Dauphin): Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social peut-il nous dire si les fonctionnaires de son ministère ont eu des discussions récemment avec leurs homologues provinciaux au sujet des règlements édictés sous l'empire de la loi sur les invalides? Dans le cas de l'affirmative, en résultera-t-il des changements aux règlements?

L'hon. Paul Martin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur...

M. Fulton: Pas de longue réponse maintenant!

L'hon. M. Martin: Elle sera courte, précise et de nature à renseigner.